

Rosario Marchese

Qu'est-ce que nous allons faire... ensemble?

Jacqueline Pelletier

Number 61, March 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42424ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pelletier, J. (1991). Rosario Marchese : qu'est-ce que nous allons faire... ensemble? *Liaison*, (61), 10–11.

Rosario Marchese

Qu'est-ce que nous allons faire... ensemble?

propos recueillis par
Jacqueline Pelletier

Deux mois après sa nomination à la tête du ministère de la Culture et des Communications de l'Ontario, Rosario Marchese a accepté l'invitation de LIAISON et a répondu aux questions de Jacqueline Pelletier. En fonction depuis peu de temps, le ministre fait plus preuve de bonne volonté que de grande vision.

En examinant les propos du chef du Parti néo-démocrate durant la campagne électorale, en scrutant le discours du trône et en relisant vos commentaires au lendemain de la rencontre des ministres de la Culture, on a l'impression que le gouvernement NPD de l'Ontario prend la culture à cœur. Quelle est votre vision des arts et de la culture?



Photo : André Pilon

Rosario Marchese : les artistes, les institutions, les médias doivent passer le message — que les arts sont importants — auprès des politiciens.

Pour moi, la culture comprend toutes nos façons de voir, de dire et d'être. C'est grâce à l'expression culturelle que notre expérience humaine prend forme: la culture y donne un sens et une authenticité. La culture est une ressource dont tous les Ontariens doivent bénéficier, sans égard à leur statut économique, leur race, leur âge, leur sexe, leur lieu géographique ou leur capacité physique. Généralement, ce que je veux faire, c'est donner à la culture l'importance qu'elle n'a pas en ce moment. Les arts et la culture ont été marginalisés depuis longtemps, au niveau finan-

cier par exemple. Je crois sincèrement que tout le monde contribue à la culture; tout le monde devrait donc comprendre ce que cela représente en terme de qualité de vie, d'identité et d'économie. Je veux m'assurer que toute la population ontarienne ait accès aux services, aux organismes de représentation. Seule la culture anglophone est représentée à l'heure actuelle. Il faut changer ça... pour être à l'image de l'Ontario actuel.

Et quelle est la place de la communauté franco-ontarienne dans cet Ontario d'aujourd'hui?

Pour moi, la communauté franco-ontarienne a une place particulière. Il faut enlever les obstacles qui empêchent la participation pleine et entière de tous les citoyens, y compris celle des Francophones parce que cette communauté est fondatrice de l'Ontario, au même titre que les Amérindiens établis sur ce territoire avant elle et les autres groupes venus s'enraciner après. Je veux travailler avec le ministère et le cabinet afin d'initier des projets visant à corriger la sous-représentation francophone en matière d'art, culture et communication. L'appui au développement de la radio communautaire française est un domaine, entre autres, où il faut agir.

Les gouvernements socio-démocrates sont traditionnellement des amis des arts. Le gouvernement de François Mitterrand est un des rares à avoir donné 1% des revenus à la culture. Est-ce que vous vous fixez un objectif de 1% du budget annuel?

Je ne veux pas m'arrêter à un pourcentage. Ce qui est important à souligner, c'est que nous nous engageons à restaurer des fonds à ce ministère afin de donner à la culture toute son importance. Je vais essayer de donner à mon ministère les fonds nécessaires pour faire participer tous les artistes. J'ai vraiment à cœur le statut de l'artiste. Je ne sais pas ce que les hommes politiques fédéraux feront, mais pour ma part, je veux activer le processus qui permettra d'adopter une loi capable de protéger les artistes et de leur donner la sécurité dont ils ont besoin. La plupart des aspects valables de notre vie culturelle peuvent être attribués à l'imagination et au dévouement des artistes. Pourtant, une carrière dans le domaine des arts force les artistes à lutter pour leur survie. Créativité est synonyme de pauvreté. Il est temps que nos artistes reçoivent une reconnaissance équitable pour leur rôle essentiel dans notre société. Nous allons travailler avec les autres ministères afin que chaque secteur concerné soit engagé dans ce processus. C'est déjà commencé, avec le ministère du Travail par exemple. Mais on est encore loin d'une société où on reconnaît le droit des gens de se former ici et de trouver un

emploi ici en tant que comédiens, danseurs, musiciens, sculpteurs, écrivains...

Le projet de loi 119 sur les loteries (du gouvernement Peterson) est tombé à l'eau. On sait que le NPD était contre ce projet, qu'il ne voulait pas voir une petite fortune orientée vers un seul secteur, hospitalier par exemple. Est-ce que vous avez en tête une redistribution des fonds de loteries vers les arts et la culture?

C'est là une question de politique. Il y a deux choses à faire. Il faut d'abord que la population en général s'engage, car elle n'appuie pas assez les arts et la culture. Il faut faire ça avant tout effort de ma part auprès du cabinet. Si on ne m'aide pas à sensibiliser la population, par l'éducation populaire entre autres, il me sera difficile de dire au cabinet que la culture a besoin de plus d'argent. Deuxièmement, les arts et la culture doivent être mis en marché. On a négligé ça jusqu'à maintenant. Les artistes, les institutions, les médias doivent véhiculer un même message — que les arts sont essentiels à notre bien-être — auprès des politiciens.

Les centres culturels veulent agir, les écoles demandent des animateurs culturels à temps plein, les artistes sont prêts à aller « en résidence ». Qu'est-ce que vous songez à faire au juste pour eux?

Je vais faire ma part, mais tout ça prend du temps. Il faut avoir un plan de quatre ans. Chaque groupe a une clientèle et on doit agir ensemble. Au lieu de demander au ministre de présenter une idée à ses collègues, il me semble qu'on devrait plutôt convaincre la communauté de ce qui est important, de sorte qu'un appui ferme suive, un appui venant de la base.

Plusieurs ministères auront tôt ou tard à s'asseoir avec vous : Éducation, Collèges et Universités, Formation professionnelle, Affaires intergouvernementales...

C'est vrai, Jacqueline, mais ce n'est pas facile de travailler avec les autres ministères parce que chacun a ses priorités. Il est difficile de trouver une place dans leur ordre du jour. Je vais commencer avec la population ontarienne pour qu'elle devienne beaucoup plus engagée. On demande toujours « Qu'est-ce que vous allez faire, monsieur le Ministre? » Moi, je renvoie la question à la communauté : « Qu'est-ce que nous allons faire ensemble? » Il faut avoir une stratégie commune.

Songez-vous à créer une table de concertation ou un comité consultatif pour développer vos stratégies?

Oui, j'entrevois déjà cette possibilité. J'en ai même parlé le premier jour où je suis arrivé au ministère. Un tel comité me permettrait de regrouper les idées du milieu. Reste à déterminer qui doit siéger à un tel comité. Même quand il y a vingt personnes à une table de concertation, il manque toujours une représentation de tel ou tel milieu.

En 1987, l'industrie culturelle a rapporté à l'Ontario 6,5 milliards de dollars. Vos collègues du cabinet en sont-ils conscients?

C'est loin d'être connu. Quand on a des problèmes dans l'économie, on songe tout de suite à couper dans le secteur culturel. C'est pourtant un secteur qui peut faire en sorte que l'économie s'améliore. Je veux que ça soit su auprès des membres de tous les partis politiques et, encore là, j'ai besoin de la communauté, d'une revue comme la vôtre, pour faire passer le message. Il faut toujours trouver des réponses ensemble; cela est important pour moi. Je veux qu'on partage nos renseignements, qu'on travaille sur une base de partenariat. Je sais que l'accès des Franco-Ontariens aux programmes de subventions n'est pas satisfaisant. Je veux améliorer la situation. Récemment, je suis allé visiter le Centre franco-ontarien de folklore à Sudbury. J'ai rencontré le père Germain Lemieux. Il fait des choses qu'on aurait dû appuyer depuis longtemps; pourtant, notre aide date de cette année seulement. Je veux que cela change, je veux que notre politique de protection du patrimoine soit révisée en consultation avec les Francophones, entre autres.

C'est vrai, Jacqueline, mais ce n'est pas facile de travailler avec les autres ministères parce que chacun a ses priorités.



Photo : André Pilon

Comme vous le savez peut-être, les centres culturels en Ontario français ne reçoivent pas de subventions de soutien. Le Conseil des arts ne finance que des projets ponctuels dans leur cas. Peut-on espérer un financement de base pour nos centres culturels?

C'est ce que j'espère faire. Je tenterai d'obtenir l'appui du Premier ministre; je sais qu'il a un bon sens de la culture. Le secteur des arts sera appuyé — je ne sais pas jusqu'où — mais il recevra d'autres fonds.